



1^{er} mai 2020 : Journée internationale de lutte sociale et de solidarité entre les travailleurs et les travailleuses Ni union sacrée, ni rassemblement national... Action syndicale pour les revendications et le progrès social !

Cette année, le 1^{er} mai se tient dans une situation inédite en pleine crise sanitaire, sous l'état d'urgence sanitaire !

Néanmoins pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF, il n'est pas question de mettre en quarantaine les revendications des salarié·e·s et de confiner le combat syndical pour la justice sociale, environnementale et l'émancipation des travailleurs et les travailleuses !

Bien au contraire, alors que l'épidémie touche toute la planète, ce 1^{er} mai, par son caractère international et solidaire, doit être l'occasion de porter collectivement les revendications légitimes du monde du travail.

La crise sanitaire et ses conséquences sont la preuve qu'il faut reconsidérer l'ensemble des travailleuses et travailleurs, ceux-là même dont MACRON et son gouvernement prévoit de remettre en cause leurs droit en matière de retraite, qu'il s'agisse du régime général, des régimes spéciaux de la CNRACL ou du Code des pensions, et qui aujourd'hui sont en première ligne !

Les travailleurs et travailleuses montrent leur capacité d'organisation et de solidarité... bien évidemment les personnels des hôpitaux, des EHPAD et des établissements médico-sociaux (à qui les gouvernements successifs ont retiré les moyens nécessaires pour soigner la population), mais aussi tou·te·s celles et ceux qui aujourd'hui participent au fonctionnement de la société et répondent aux besoins essentiels de la population : employé·e·s du commerce, agent·e·s administratifs, enseignant·e·s, policier·ère·s, pompiers, ambulancier·ère·s, salarié·e·s du transport, cheminot·e·s, salarié·e·s du nettoyage et de la propreté, éboueur·euse·s, personnels des officines et des laboratoires, assistant·e·s maternel·le·s, aides à la personne, salarié·e·s de l'agro-alimentaire... Des professions reconnues par le chef de l'Etat lui-même pour être mal rémunérées et souvent très féminisées !

Pendant ce temps, ce gouvernement, qui, par ses décisions prises au nom de l'austérité budgétaire en vertu des critères européens, a organisé le démantèlement des services publics et au premier chef, celui des hôpitaux, ne cesse de remercier hypocritement tou·te·s ceux et celles qui sont en première ligne... Mais dans le même temps, il décide des ordonnances de casse du code du travail et impose, pour satisfaire aux demandes du MEDEF, l'augmentation du temps de travail, la remise en cause des congés, des RTT et des jours de repos, et incite fortement les salariés à aller travailler !

Pire... le gouvernement, qui impose « le confinement le plus strict » au détriment des libertés individuelles et collectives, veut accélérer la réouverture des crèches et des établissements scolaires, prenant le risque de mettre en jeu la santé des enfants, des jeunes et des personnels pour renvoyer les parents au travail... Le gouvernement transforme ainsi les écoles, collèges et lycées en garderie au compte du MEDEF !

En réalité, à ce jour, aucune mesure n'est prise pour garantir la sécurité des élèves et de l'ensemble des personnels enseignants ou territoriaux ... Plus généralement les conditions sanitaires ne sont pas réunies et le gouvernement, après avoir menti sur les masques et les protections, ment sur le dépistage systématique pour cacher son incapacité à gérer la crise.

La sortie du confinement et la reprise de l'activité économique ne doivent pas se faire au mépris de la santé des travailleur·euse·s et des jeunes et des usager·ère·s. Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF l'ont déjà proclamé : sans test de dépistage systématique, sans protection sanitaire stricte, il ne peut pas y avoir de réelle reprise le 11 mai !

Et ce gouvernement, pour poursuivre sa politique, en appelle à l'union sacrée et au rassemblement national au nom du « monde d'après ». MACRON envisage même un « gouvernement d'union nationale » et prévoit d'intégrer les syndicats à la mise en œuvre du redémarrage de l'économie... Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF, il n'est pas question de participer à une telle manœuvre qui n'a d'autres objectifs que de permettre au gouvernement et au patronat de tenter de museler le combat pour les revendications, et d'imposer l'aggravation de la politique antisociale contre les travailleur·euse·s et leurs conquêtes sociales. D'ores et déjà certaines voix au sein du gouvernement et de sa majorité ainsi que du patronat se font entendre pour aller au-delà des ordonnances et réclamer une « réforme du système de protection sociale en raison du coût croissant » ou pour remettre en cause la durée hebdomadaire du travail, les congés... !

Au contraire, pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF, le rôle des syndicats, c'est la défense inconditionnelle des revendications des travailleurs et des travailleuses contre les projets socialement

destructeurs du gouvernement et du patronat au nom de la logique ultralibérale ! Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF affirment ensemble et solennellement à l'occasion de ce 1^{er} mai 2020 leur opposition à la politique de casse sociale généralisée imposée par ce gouvernement et ses prédécesseurs.

Dans cette situation, les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF rappellent les revendications pour lesquelles elles combattent et se mobilisent depuis plusieurs semaines :

- Dans la logique de la mobilisation commencée le 5 décembre 2019 **le retrait définitif (et non pas la suspension ou le report) du projet de système unique de retraite par points**, le maintien de tous les régimes (régime général, régime spéciaux, CNRA, Code des pensions...) et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein
- **Le retrait de toutes les dérogations du Code du Travail prévues dans la loi Etat d'Urgence Sanitaire** en matière de durée du travail, de repos hebdomadaires ou dominicaux, de prises de congés ou de RTT imposées, de CET...
- **L'indemnisation à 100% pour les salarié·e·s du chômage partiel**
- **Rétablissement de tous les postes supprimés et création des postes nécessaires** dans toutes les catégories dans les établissements hospitaliers, les EHPAD et les établissements médico-sociaux ; La réouverture de tous les lits et services supprimés
- **L'arrêt du démantèlement et de la privatisation des services publics**, l'arrêt des suppressions de postes et de la fermeture de services ou d'établissements et la création des postes nécessaires une véritable politique de développement des services publics qui favorisent l'égalité
- **L'interdiction de tous les licenciements et la suspension de toutes les procédures en cours** pendant la crise sanitaire, car la défense élémentaire des salarié·e·s concerné·e·s ne peut pas être correctement exercée ; l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique
- **L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage**
- L'assurance que toutes les dispositions soient prises, pour protéger et sécuriser les droits, les contrats de travail, les revenus et la santé des salarié·e·s des TPE, saisonnier·ère·s, frontalier·ère·s, des plateformes, précaires, intérimaires, privé·e·s d'emplois, coursier·ère·s...
- **La mise à disposition des équipements de protection individuelle** nécessaires pour tous les salarié·e·s contraints d'aller travailler
- **La mise en place du dépistage systématique et régulier**
- La reconnaissance en accident de travail et en maladie professionnelle des salarié·e·s, ayant été contaminé·e·s par le COVID-19 dans le cadre de leur activité.
- **Le respect du droit de retrait sans aucune sanction ou répression** à l'égard des salarié·e·s qui l'auront utilisé
- **La réquisition par l'Etat de toutes les entreprises dont la production servira utilement à la lutte contre la pandémie** et son endiguement. C'est le cas de LUXFER à Gerzat, la seule usine d'Europe à produire des bouteilles d'oxygène médical comme c'est le cas de nombreuses autres entreprises à recenser tout particulièrement s'agissant du matériel basique de protection : gel, masques, blouses, tests de dépistage...
- Contre les primes qui divisent les salarié·e·s, **l'augmentation générale des salaires**, dans le privé comme dans le public, **des pensions et des minima sociaux** et des mesures immédiates pour l'égalité salariale hommes-femmes
- Un salaire digne et la reconnaissance méritée pour les étudiants réquisitionnés
- L'assurance du libre exercice du droit syndical, de la démocratie sociale sur les lieux de travail, sur les territoires, en octroyant tous les moyens nécessaires aux CSE pour fonctionner, aux élu·e·s dans les IRP, aux mandaté·e·s, aux responsables syndicaux·ales, aux conseiller·ère·s du salarié·e pour remplir leur mandat auprès des salarié·e·s malgré les dispositions de restrictions de circulation.
- Retrait de la loi Fonction Publique et rétablissement des prérogatives des CAP.

En ce 1^{er} mai particulier, sans manifestation de rue, les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF adressent leur soutien aux luttes des travailleurs et travailleuses du monde entier. La crise du Covid-19 met davantage en lumière les désordres du monde, accentue les inégalités sociales et les injustices qui caractérisent le système économique capitaliste. Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF se prononcent **pour l'annulation de la dette des pays pauvres.**

En ce 1^{er} mai 2020, les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent tou·e·s les salarié·e·s du privé comme du public, les retraité·e·s, les étudiant·e·s et lycéen·ne·s, les privé·e·s d'emploi à manifester pour défendre leurs revendications en mettant à leur fenêtre, sur leur portail ou leur balcon un drapeau, une pancarte, des slogans, de les photographier et de les diffuser massivement en envahissant les réseaux sociaux.

Il faut que les tenants du pouvoir, qui veulent faire payer aux travailleurs et aux travailleuses la crise générée par les choix politiques pour tenter de sauver le système capitaliste à la dérive, comprennent que, dans le Puy de Dôme, en France et partout dans le monde, les salarié·e·s et les jeunes ne se laisseront pas faire et qu'ils se battront, quelles que soient les conditions de cette lutte, pour défendre les conquêtes sociales arrachées par le combat revendicatif, faire avancer leurs revendications et gagner de nouveaux droits. Les organisations syndicales du Puy-de-Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF seront mobilisées pour une autre reconnaissance du monde du travail afin que les richesses produites par les travailleurs et travailleuses soient réparties de manière plus juste et égalitaire !